

Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le 07/04/2023

ID : 048-214800567-20230404-DE2023_21-DE



COMMUNE D'ESCLANÈDES

Règlement du service d'eau potable



SOMMAIRE

Chapitre I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
Article 1. Objet du règlement.....	4
Article 2. Droits et obligations générales de la collectivité	4
Article 3. Obligations générales des abonnés	4
Article 4. Droits des abonnés	5
Chapitre II : ABONNEMENTS	5
Article 5. Demandes d'abonnement	5
Article 6. Conditions d'obtention des abonnements	5
Article 7. Règles générales concernant les abonnements	6
Article 8. Frais d'accès au réseau	6
Article 9. Mutations.....	6
Article 10. Fin des abonnements.....	7
Article 11. Abonnements de chantier, abonnements temporaires et abonnements spéciaux	7
Chapitre III : BRANCHEMENTS	8
Article 12. Définition et propriété des branchements	8
Article 13. Nouveaux branchements.....	8
Article 14. Gestion des branchements	9
Article 15. Modification des branchements.....	9
Article 16. Dispositions générales à prendre en cas de fuites.....	9
Article 17. Raccordement au réseau public des lotissements et d'opérations groupées de construction..	10
Article 18. Installations intérieures des abonnés	10
Chapitre IV: COMPTEURS	11
Article 19. Règles générales concernant les compteurs	11
Article 20. Emplacement des compteurs	11
Article 21. Entretien et protection des compteurs	11
Article 22. Remplacement des compteurs	11
Article 23. Compteurs divisionnaires	12
Article 24. Relevé des compteurs.....	12
Article 25. Vérification et contrôle des compteurs	13



Chapitre V: INDIVIDUALISATION DES CONTRATS DE FOURNITURE D’EAU DANS LES IMMEUBLES COLLECTIFS	13
Article 26. Prescriptions générales et techniques nécessaires pour procéder à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau	13
Article 27. Dispositions applicables à la gestion de l'eau dans les immeubles après l'individualisation	14
Article 28. Obligations financières	14
Chapitre VI : TARIFS ET PAIEMENTS.....	14
Article 29. Fixation des tarifs	14
Article 30. Partie fixe du tarif de fourniture d'eau	15
Article 31. Paiements	15
Article 32. Pertes d'eau	16
Chapitre VII : PERTURBATION DE LA FOURNITURE D’EAU	16
Article 33. Interruption de la fourniture d'eau.....	16
Article 34. Modifications des caractéristiques de distribution	16
Article 35. Demandes d'indemnités	17
Article 36. Eau non conforme aux critères de potabilité	17
Chapitre VIII : PROTECTION D’INCENDIE	17
Article 37. Défense incendie	17
Chapitre IX: INFRACTIONS	17
Article 38. Infractions et poursuites.....	17
Article 39. Mesures de sauvegarde	17
Article 40. Frais d'intervention	18
Article 41. Pénalités.....	18
Chapitre X: EXTENSION DE RÉSEAU	18
Article 42. Extension en domaine public.....	18
Article 43. Extension en domaine privé	18
Chapitre XI: DISPOSITIONS D’APPLICATION	19
Article 44. Date d'application	19
Article 45. Modification du règlement	19
Article 46. Non-respect du règlement.....	19
Article 47. Application du règlement - Litiges - Élection de domicile	20

Chapitre I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1. Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau à partir du réseau public de distribution de la commune de Esclanèdes, désignée ci-après par la Collectivité.

Article 2. Droits et obligations générales de la collectivité

2.1 La collectivité fournit l'eau aux immeubles situés dans son territoire à l'exception de ceux relevant de la compétence du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Causse de Sauveterre. Cette fourniture s'effectue dans la mesure où les installations existantes le permettent et tant que les conditions énumérées aux articles suivants sont remplies.

2.2 La collectivité réalise et est seule propriétaire de l'ensemble des installations de transport, de stockage, de traitement et de distribution d'eau jusqu'aux compteurs d'abonnés y compris. Elle a droit d'accès permanent à ses installations, même situées sur propriété privée. Si une canalisation traverse une propriété privée, une convention de passage, proposée par la collectivité sera signée.

2.3 La collectivité gère, exploite, entretient, répare et rénove tous les ouvrages et installations du réseau d'alimentation en eau.

2.4 La collectivité, ou son représentant, est seule autorisée à faire effectuer les réparations et transformations nécessaires pour assurer aux abonnés la distribution d'une eau de qualité conforme et en quantité suffisante.

2.5 La collectivité est tenue d'assurer la continuité de la fourniture d'eau présentant les qualités imposées par la réglementation en vigueur, sauf lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie...) et sous réserve des conditions visées à l'article 36. Conformément à l'article R1321-57 du Code de la santé publique, la collectivité doit délivrer une pression minimale aux abonnés de 0,3 bars (dispositions non applicables aux installations de distribution existant avant le 7 avril 1995).

2.6 La collectivité se réserve le droit de suspendre ou de limiter sans préavis la distribution d'eau, conformément aux dispositions du Chapitre VII. Elle se réserve également le droit de fixer une limite maximale pour les quantités d'eau fournies aux établissements industriels ou à d'autres consommateurs importants.

2.7 La collectivité est à la disposition des abonnés pour répondre aux questions concernant la distribution d'eau.

Article 3. Obligations générales des abonnés

3.1 Les abonnés sont tenus de payer les fournitures d'eau ainsi que les autres prestations assurées par la collectivité que le présent règlement met à leur charge.

3.2 Les abonnés sont également tenus de se conformer à toutes les dispositions du présent règlement. En particulier, il est formellement interdit aux abonnés:

- d'user de l'eau autrement que pour leur usage personnel, et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie, ou d'user de l'eau pour un usage autre que celui qui fait l'objet de son abonnement ;
- de pratiquer tout piquage, ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de leur branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur ;
- d'utiliser de l'eau à partir d'une borne à incendie ;



- de modifier les dispositions du compteur et la robinetterie, d'installer dans la niche d'autres appareils que ceux prévus par la collectivité, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les cachets en plomb, ou les bagues de scellement, ou d'en empêcher l'accès aux agents de la collectivité;
- de faire sur leur branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets de purge et du robinet d'arrêt avant compteur ;
- de faire obstacle à l'entretien et à la vérification du branchement.

3.3 Compte tenu de la nature des infractions aux dispositions du présent article, qui constituent soit des délits, soit des fautes graves risquant d'endommager les installations, elles exposent l'abonné à des poursuites que la collectivité pourrait exercer contre lui. Une fermeture du branchement peut être prononcée si elle est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

3.4 Les autres obligations des abonnés sont précisées dans les chapitres II à VI du présent règlement.

3.5 En cas d'utilisation d'une autre ressource en eau par l'abonné, le service des eaux prévoit la possibilité d'accéder aux propriétés privées pour procéder au contrôle des installations intérieures de distribution d'eau potable et des ouvrages de prélèvements, puits et forages aux frais du propriétaire.

Article 4. Droits des abonnés

4.1 La collectivité assure la gestion du fichier des abonnés dans les conditions prévues par la Loi n° 78-1 du 6 janvier 1978 relative à l'information, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 et la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006.

4.2 Tout abonné a le droit de consulter gratuitement dans les locaux de la collectivité le dossier ou la fiche contenant les informations à caractère nominatif le concernant. Il peut également obtenir, sur simple demande écrite à la collectivité, la communication d'un exemplaire de ces documents le concernant à un coût n'excédant pas celui des photocopies nécessaires.

4.3 La collectivité doit procéder à la rectification des erreurs portant sur des informations à caractère nominatif qui lui sont signalées par les abonnés concernés.

4.4 Voies de recours : en cas de litige, l'usager qui s'estime lésé, peut saisir la juridiction compétente.

Préalablement à cette saisine, l'usager peut adresser un recours gracieux au représentant légal de la collectivité. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de 2 mois, vaut décision de rejet.

4.5 Les autres droits des abonnés sont précisés dans les chapitres II à VII du présent règlement.

Chapitre II : ABONNEMENTS

Article 5. Demandes d'abonnement

La demande de souscription d'abonnement est formulée par le propriétaire, usufruitier, nu-propriétaire ou locataire de l'immeuble auprès de la collectivité. Par la signature du contrat d'abonnement, le demandeur prend la qualité d'abonné et se soumet aux dispositions du présent règlement. La signature du contrat d'abonnement est obligatoire en vue de l'alimentation en eau du futur abonné.

Article 6. Conditions d'obtention des abonnements

6.1 La collectivité est tenue de fournir de l'eau à tout abonné dont l'immeuble est desservi par le réseau public de distribution d'eau, sous réserve des dispositions de l'alinéa 6.3. Lorsque l'immeuble n'est pas desservi directement par un réseau, la collectivité est seule habilitée à déterminer les conditions techniques et financières de l'extension à envisager.

6.2 Les immeubles indépendants à usage d'habitation, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'exploitation d'un même ensemble agricole, industriel ou artisanal.



Il est interdit à tout abonné d'étendre la conduite d'eau de sa propriété sur un immeuble voisin, sauf accord exprès de la collectivité.

6.3 Dans les cas où est nécessaire soit un branchement neuf, soit la remise en état d'un branchement ancien, l'eau ne sera fournie qu'après la réalisation des trois conditions suivantes :

- la fin des travaux de création ou de remise en état du branchement exécuté dans les conditions fixées à l'article 13,
- la mise en place du compteur,
- le paiement des sommes dues par l'abonné.

L'abonnement est refusé dans le cas où le branchement neuf nécessaire pour fournir l'eau serait utilisé pour l'alimentation d'une construction non autorisée ou agréée (article L.111-6 du Code de l'Urbanisme).

En cas de difficultés particulières d'ordre technique ou autres, la collectivité est fondée à ne pas accorder l'abonnement.

Article 7. Règles générales concernant les abonnements

7.1 Les abonnements sont accordés aux propriétaires des immeubles raccordés. Ils peuvent l'être aux locataires, aux usufruitiers, nus-propriétaires ou occupants de bonne foi.

7.2 La collectivité est tenue de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai raisonnable suivant la signature de la demande d'abonnement.

7.3 Les abonnements sont souscrits pour une période annuelle. Ils se renouvellent par tacite reconduction. À défaut de résiliation, le contrat se poursuit. Lors du départ définitif de l'abonné, celui-ci doit procéder à la résiliation de l'abonnement par une demande écrite à la collectivité afin de ne pas être tenu responsable des consommations ou dommages qui pourraient intervenir après son départ. Lors de sa demande de résiliation d'abonnement, l'abonné doit fournir l'index de son compteur, ou demande à la collectivité de le relever.

7.4 En cas de résiliation de l'abonnement, le titulaire de celui-ci reste dans tous les cas redevable de la totalité des redevances émises à son encontre au titre de cette période.

7.5 Le tarif de la fourniture d'eau (parties fixes et volume consommé), est fixé comme indiqué aux articles 29 et 30 du présent règlement.

7.6 En aucun cas, la collectivité ne peut être mise en cause ou n'interviendra dans les différends entre le propriétaire et les locataires ou occupants.

Article 8. Frais d'accès au réseau

Tout abonnement pour un nouveau branchement est accordé moyennant le paiement par l'abonné d'un droit donnant accès au réseau public de distribution d'eau. Le montant de ce droit est fixé comme indiqué à l'article 29. Il s'agit du tarif de la pose de compteur majoré éventuellement par le coût des travaux de branchement.

Article 9. Mutations

9.1 Dans le cas de vente d'un immeuble ou du décès du titulaire d'un abonnement, le propriétaire sortant, ou les ayants droit, reste garant de l'abonnement tant qu'ils n'ont pas demandé sa résiliation.

De même, tout changement d'un responsable d'un immeuble collectif doit être signalé immédiatement à la collectivité.

9.2 Tout départ d'un locataire titulaire d'un contrat d'abonnement doit être signalé par le propriétaire de l'immeuble. Celui-ci se voit tacitement transférer le contrat d'abonnement concerné sauf s'il souhaite le résilier.

Article 10. Fin des abonnements

10.1 Les abonnements prennent fin :

- soit sur la demande écrite expresse des abonnés. Le contrat prend alors fin dans un délai de 15 jours à compter de la présentation de la demande ; soit en cas de redressement judiciaire d'un abonné à la date du jugement d'ouverture. La collectivité est autorisée à fermer sans délai le branchement, à moins que dans les 48 heures de ce jugement, le mandataire désigné par la décision de justice n'ait demandé par écrit et par lettre recommandée avec accusé de réception à la collectivité de maintenir la fourniture d'eau. L'abonnement de l'année en cours est dû en intégralité ;
- en cas de liquidation judiciaire, celle-ci prononcée par le tribunal entraîne la résiliation de l'abonnement. La date d'effet de celle-ci peut cependant être différée de trois mois à compter de la date du jugement de la liquidation, si la personne habilitée en fait la demande expresse par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 8 jours du prononcé de la liquidation.

10.2 Lorsqu'un ancien abonné dont l'abonnement a pris fin en application du présent article, sollicite à nouveau la fourniture de l'eau pour le même branchement, sa requête est traitée comme une nouvelle demande d'abonnement. Il supportera les frais y afférent.

Article 11. Abonnements de chantier, abonnement temporaires et abonnements spéciaux

11.1 Les demande d'abonnement pour une construction ou une réhabilitation d'habitation seront considérées comme abonnements de chantiers jusqu'à l'achèvement des travaux. Au-delà de 18 mois, à partir de la date de la déclaration d'ouverture de chantier, même si le chantier n'est pas terminé, l'abonnement devient ordinaire.

11.2 Il est strictement interdit à quiconque de prélever de l'eau sur le réseau dont le débit ne sera pas mesuré par un compteur.

En particulier, l'utilisation des prises d'incendie ou de bouches de lavage est interdite, ces prises ne devant être manœuvrées exclusivement que par les corps de sapeurs-pompiers pour leurs exercices ou pour la lutte contre l'incendie.

La collectivité devra être avertie de toute manœuvre sur ces bouches à incendies par les corps de sapeur-pompier, sauf en cas d'urgence.

11.3 Des abonnements temporaires peuvent être consentis à titre exceptionnel, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau :

- aux organisateurs d'exposition,
- aux propriétaires ou exploitants d'établissements forains,
- aux entrepreneurs de travaux publics,
- aux entrepreneurs de travaux privés pour l'exécution d'ouvrages sur des fonds dépourvus de branchements.

11.4 Ces abonnements seront demandés directement par les intéressés et feront l'objet d'une convention particulière proposée par la collectivité. Ils seront accordés pour la durée de l'activité ayant nécessité la demande d'abonnement et pour une durée de moins d'une année. Ils sont consentis à débit mesuré au compteur.

11.5 Les branchements desservant des abonnements temporaires destinés aux abonnés visés seront raccordés aux points de puisage publics ou aux points de puisage spéciaux aménagés à cet effet par la collectivité. Les branchements des abonnements temporaires destinés aux entrepreneurs constitueront l'amorce des branchements définitifs ultérieurs des abonnés. Dans tous les cas, les abonnements temporaires seront, de plein droit, transformés en abonnements ordinaires au bout d'un an. Toutes les prescriptions relatives aux branchements et aux compteurs sont applicables.

11.6 L'usager est entièrement responsable de tous les dommages matériels et immatériels que pourrait provoquer la présence ou l'utilisation du dispositif de prise. Il appartient à l'usager de se mettre en



conformité avec toute réglementation relative au stationnement ou à l'occupation temporaire de la voie publique ou privée. La collectivité se réserve le droit d'effectuer des contrôles, tant sur l'utilisation que sur l'emplacement des dispositifs de prise, chaque fois qu'elle le jugera nécessaire.

11.7 Au cas où, en raison du caractère temporaire des besoins en eau, l'aménagement d'un branchement spécial ne semblerait pas justifié, un particulier peut, après demande à la collectivité, être autorisé à prélever l'eau aux bouches de lavage par l'intermédiaire d'une prise spéciale, qui est installée par la collectivité.

11.8 Certains abonnés peuvent bénéficier dans le cadre d'abonnements spéciaux, de tarifs différents du tarif général. Dans tous les cas, le Service des Eaux est tenu de faire bénéficier des mêmes conditions les usagers placés dans une situation identique à l'égard du Service des Eaux.

Des branchements, dits branchements d'attente peuvent être demandés par des abonnés qui n'ont pas un besoin immédiat de fourniture d'eau mais veulent faire exécuter la partie principale du branchement sans pose du compteur. Ces branchements qui ne comportent pas de fourniture d'eau font l'objet d'une convention spéciale y compris la tarification. Ils sont obligatoirement transformés en abonnement ordinaire dans un délai de cinq ans maximum. Dans le cas contraire, ils seront supprimés.

Chapitre III : BRANCHEMENTS

Article 12. Définition et propriété des branchements

12.1 Par branchement, il faut entendre l'ensemble des appareils et canalisations compris entre la canalisation du réseau général de distribution et le compteur d'eau, ce dernier étant situé en limite de propriété dans le domaine public.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- a) la prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- b) le robinet de prise et la bouche à clé,
- c) la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- d) le regard abritant le compteur,
- e) le robinet avant compteur,
- f) le compteur,
- g) le clapet anti-retour avec purgeur amont-aval (ou robinet de purge) vers l'installation intérieure de l'abonné ou la colonne montante.

12.2 Le joint après-compteur fait partie de l'installation privée de l'abonné. L'entretien et la réparation de ce joint est à la charge de l'abonné. Le joint situé entre le compteur et la douille de purge appartient au domaine public et reste de la responsabilité de la collectivité. En aucun cas l'abonné ne peut y apporter de modification.

Article 13. Nouveaux branchements

13.1 Chaque immeuble devra disposer au minimum d'un branchement particulier, sous réserve des dispositions de l'article 6.2. En cas de partage d'une propriété composée de plusieurs immeubles, précédemment raccordés par un seul branchement, chaque immeuble devra être pourvu d'un branchement particulier.

Le tracé précis du branchement, son diamètre, le matériau à employer, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur sont fixés par la collectivité, après concertation avec le propriétaire. En fonction des besoins décrits et en concertation avec le propriétaire, la collectivité définit les caractéristiques du branchement.

13.2 Si pour des raisons de convenance personnelle, l'abonné demande des modifications aux caractéristiques arrêtées, la collectivité pourra lui donner satisfaction, sous réserve de permettre un



fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation et sous réserve qu'il prenne en charge les frais en résultant.

La collectivité dispose de la faculté de les refuser lorsqu'elles ne sont pas compatibles avec des conditions normales d'exploitation.

13.3 Le branchement sera réalisé en totalité par la collectivité aux frais du demandeur, après acceptation du devis qui sera proposé par la collectivité.

Article 14. Gestion des branchements

14.1 La collectivité est la seule habilitée à entretenir, réparer et renouveler, des parties de branchements telles que définies à l'article 12.1. Pour les regards de comptage, les réparations sont réalisées par la collectivité, aux frais de l'abonné.

La collectivité assure également l'entretien, les réparations et le renouvellement des parties de branchements situées dans les propriétés privées situées entre le réseau public et le compteur, y compris les travaux de fouilles et de remblais nécessaires.

- Lorsque les travaux sont à l'initiative de la collectivité, elle effectue la remise en état des lieux.
- Lorsque les travaux sont à la demande de l'abonné, la remise en état est assurée par la collectivité dans la limite d'un remblai et d'un compactage des fouilles dans les règles de l'art à l'exclusion notamment des réfections de pelouses, d'enrobés, de plantations, de pavages et des travaux de terrassement supérieurs à 1,50 m de profondeur, et de tout aménagement particulier de surface) ;

14.2 L'abonné assure la garde et la surveillance des parties de branchements tel que défini à l'article 12, situées à l'intérieur des propriétés privées au titre de l'article 1384 du Code Civil et doit prendre toute mesure utile pour les préserver du gel. Il lui incombe de prévenir immédiatement la collectivité de toute obstruction, affaissement du sol de toute fuite ou de toute anomalie de fonctionnement qu'il constaterait sur son branchement.

La collectivité est responsable des dommages pouvant résulter du fonctionnement des branchements dans les cas suivants :

- lorsque le dommage a été produit par la partie du branchement située dans le domaine public,
- lorsque la collectivité a été informée d'une fuite ou d'une autre anomalie de fonctionnement concernant la partie du branchement dont elle a la responsabilité située dans les propriétés privées, et qu'elle n'est pas intervenue de manière appropriée.

La responsabilité de la collectivité ne pourra être recherchée dans les autres cas de fuite ou de mauvais fonctionnement des branchements sauf en cas de faute prouvée du service des eaux ayant contribué à la dégradation des installations intérieures. Dans le cas où il est reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers sont dus à la faute, à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un abonné, les interventions de la collectivité pour entretien ou réparation sont à la charge du responsable de ces dégâts.

Article 15. Modification des branchements

La modification d'un branchement ne peut être réalisée qu'avec l'accord de la collectivité qui peut s'y opposer dans le cas où le projet présenté ne serait pas compatible avec l'exécution du service public. Lorsque la modification est acceptée, elle est réalisée dans les mêmes conditions que la construction d'un nouveau branchement, aux frais du demandeur et suite à son acceptation du devis.

Article 16. Dispositions générales à prendre en cas de fuites

16.1 En cas de fuite dans son installation intérieure, l'abonné doit mettre en œuvre tous les moyens dont il peut disposer pour faire cesser la fuite. Il lui appartient ensuite d'assurer la réparation au plus tôt, en cas de fuite avérée. La mise en œuvre, la garde, l'entretien et la surveillance de la partie après-compteur sont du ressort de l'abonné.

16.2 Dans le cas de fuite sur son branchement, l'abonné doit prévenir immédiatement la collectivité qui interviendra aussitôt et donnera éventuellement à l'abonné les instructions nécessaires. Dans tous les cas, l'abonné est tenu de mettre en œuvre tous les moyens dont il peut disposer pour faire cesser la fuite et limiter les dégâts matériels et les conséquences financières, qui peuvent le concerner autant que la collectivité.

16.3 Le seul robinet du branchement public que l'abonné peut manipuler, en cas de fuites, est celui installé en amont du compteur dans la niche. La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée à la collectivité et interdite aux abonnés et aux entreprises travaillant pour le compte des abonnés.

16.4 À des fins de prévention de fuite, il appartient à l'abonné de contrôler régulièrement sa consommation en relevant régulièrement son index. En cas de consommation anormalement élevée, il appartient à l'abonné de vérifier l'ensemble de ses points d'eau (chasse d'eau, purge de chauffe-eau, arrosages extérieurs). Si le compteur tourne alors qu'aucune utilisation ou fuite d'eau n'est constatée, l'abonné est sûrement en présence d'une fuite insidieuse.

Article 17. Raccordement au réseau public des lotissements et d'opérations groupées de construction

17.1 Les réseaux de distribution d'eau potable destinés à alimenter, à partir du réseau public, les habitations et les autres locaux faisant partie d'un lotissement ou d'une opération groupée de construction, sont mis en place dans les conditions suivantes:

- la partie de ces réseaux constituée par les canalisations placées sous les espaces communs du lotissement ou du groupe de constructions, notamment sous la voirie, est mise en place sous la maîtrise d'ouvrage et financée par le constructeur ou le lotisseur, conformément au cahier des charges de la collectivité et avec l'agrément de celle-ci ;
- les conduites et autres installations reliant les canalisations, mentionnées ci-dessus, aux installations intérieures des futurs abonnés, sont considérées comme des branchements. Toutes les dispositions du présent règlement concernant les branchements leur sont applicables.

17.2 Le lotisseur devra informer la collectivité de l'ouverture du chantier au moins huit jours à l'avance, ceci afin qu'il lui soit possible de contrôler les travaux durant leur exécution et de procéder aux essais (essais, désinfection, analyse...). Ces frais de surveillance sont à la charge du lotisseur.

17.3 La demande de raccordement à laquelle seront joints deux exemplaires du plan « eau » du lotissement sera faite par le lotisseur et adressée au siège de la collectivité. Il revient au demandeur de définir si les compteurs à poser sont généraux ou individuels, lors de la phase étude.

17.4 La collectivité peut refuser la fourniture de l'eau lorsque :

- le réseau d'un lotissement ou d'une opération groupée de constructions n'a pas été réalisé conformément aux règles de l'art et aux dispositions du présent article,
- le lotisseur ne s'est pas acquitté de la totalité des frais de raccordement et autres frais en vigueur,

17.5 Les compteurs seront posés par la collectivité sur « demande individuelle » et sous réserve du respect du cahier des charges de la collectivité.

Article 18. Installations intérieures des abonnés

18.1 Les installations intérieures des abonnés comprennent :

- toutes les canalisations privées d'eau et leurs accessoires, situés après le branchement,
- les appareils reliés à ces canalisations privées.

18.2 Les installations intérieures des abonnés devront être conformes à la réglementation sanitaire en vigueur. Lorsque les installations privées sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes à la réglementation en vigueur, la collectivité, l'Agence

Régionale de Santé ou tout autre organisme mandaté par la collectivité, peut, après mise en demeure, procéder à la modification de l'installation défectueuse et si le risque persiste, limiter le débit du branchement ou le fermer totalement jusqu'à la mise en conformité des installations privées défectueuses. L'abonné est responsable d'une éventuelle pollution de l'eau due à un dysfonctionnement de ses installations intérieures.

Chapitre IV: COMPTEURS

Article 19. Règles générales concernant les compteurs

19.1 La constatation de la quantité d'eau fournie à chaque abonné, n'a lieu qu'au moyen d'un compteur, loué par la collectivité. Pour un même branchement, le nombre et les caractéristiques du ou des compteurs sont fixés par la collectivité.

19.2 Conformément à l'article 12, les compteurs sont des appareils publics et font partie des branchements. Ils sont fournis, posés, vérifiés, entretenus, relevés et renouvelés par la collectivité dans les conditions précisées par les articles 20 à 25. Il est interdit aux abonnés de déplacer le compteur, d'enlever les plombs ou de se livrer à des manipulations frauduleuses, l'abonné étant financièrement et pénalement responsable. Outre les poursuites judiciaires qui pourront être engagées contre lui par la collectivité, les frais de réparation et de remplacement du compteur qui résultent de sa malveillance ou négligence, seront mis intégralement à sa charge. Les agents de la collectivité doivent avoir accès, en tout temps, aux compteurs.

Article 20. Emplacement des compteurs

20.1 Lors de la réalisation de nouveaux branchements ou de la modification de branchements existants, le compteur sera placé dans un regard qui, dans tous les cas, sera à l'abri du gel et de façon à ce que les relevés, les réparations et les remplacements puissent se faire facilement selon les prescriptions de la collectivité.

20.2 Le compteur doit être posé dans un regard situé en limite de propriété dans le domaine public.

Article 21. Entretien et protection des compteurs

21.1 Les travaux d'entretien normal des compteurs sont à la charge de la collectivité et sont obligatoirement exécutés par elle.

21.2 Toutefois, l'abonné est tenu de protéger le compteur contre tout endommagement, notamment contre les chocs, les vibrations, le gel, les excès de température, les intempéries, les souillures. L'abonné sera tenu pour responsable de toute détérioration survenant au compteur placé sous sa garde par suite de son incurie ou de sa négligence.

Article 22. Remplacement des compteurs

22.1 Le remplacement des compteurs est effectué par la collectivité sans frais supplémentaires pour les abonnés :

- à la fin de leur durée de fonctionnement,
- lorsqu'une anomalie est détectée à la suite d'une vérification ou d'un arrêt du compteur, et ne peut être réparée.

Les frais de remplacement des compteurs seront à la charge de l'abonné dans les cas suivants :

- de l'ouverture ou du démontage du compteur par l'abonné, opération relevant de la seule compétence de la collectivité,
- de chocs extérieurs,
- de l'introduction de corps étrangers ne provenant pas du réseau de distribution d'eau,

- de détérioration du compteur par retour d'eau chaude,
- du gel consécutif au défaut de protection normal que l'abonné aurait dû assurer,
- de toute autre cause de détérioration.

22.2 Le remplacement des compteurs est également effectué aux frais des abonnés lorsqu'ils en présentent la demande en vue d'obtenir un nouveau compteur mieux adapté à leurs besoins, si les possibilités du branchement et/ou du réseau public le permettent.

Article 23. Compteurs divisionnaires

23.1 Dans le cas d'un immeuble comportant plusieurs appartements, tout propriétaire a le droit de poser à l'intérieur de son immeuble des compteurs divisionnaires destinés à constater les consommations respectives des divers postes et ce à ses risques et périls. La facturation de la consommation de l'immeuble sera celle résultant du relevé du compteur général, propriété de la collectivité.

23.2 Les relevés des compteurs divisionnaires faits par le propriétaire seront utilisés uniquement par lui pour la répartition interne des charges locatives. En aucun cas, les indications de ces compteurs divisionnaires ne pourront servir de contrôle des indications du compteur général.

23.3 Le propriétaire, titulaire du contrat d'abonnement, peut toutefois demander à la collectivité la mise en place d'une individualisation de ces compteurs et ce dans le cadre du Chapitre V.

Article 24. Relevé des compteurs

24.1 La fréquence des relevés des compteurs des abonnés est fixée par la collectivité. Elle est au moins annuelle.

24.2 Les abonnés doivent accorder toutes facilités aux agents chargés d'effectuer ces relevés. Si le relevé des compteurs ne peut être effectué (compteur inaccessible, illisible ou autre), une carte-relevé est laissée à l'abonné et doit être retournée complétée à la collectivité dans les délais prévus. Si la carte-relevé n'a pas été retournée dans les délais prévus, la consommation est fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente. À défaut, la consommation est fixée par référence à la consommation annuelle moyenne constatée dans le périmètre de la collectivité.

24.3 En cas d'impossibilité d'accéder au compteur lors du relevé suivant, la collectivité informe l'abonné, par lettre recommandée avec accusé de réception, et fixe un rendez-vous afin de procéder à la lecture du compteur dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la lettre par l'abonné. Si l'abonné ne donne pas suite au rendez-vous fixé, ou si l'accès au compteur est impossible au moment dudit rendez-vous, la collectivité applique à nouveau un forfait.

24.4 À partir de la troisième relève et à chaque relève suivante, suite à une mise en demeure, le forfait est systématiquement multiplié par deux par rapport à l'année antérieure. Lorsqu'un compteur n'a pu être relevé lors de trois passages consécutifs, la collectivité peut également mettre à la charge de l'abonné le coût des démarches et des déplacements supplémentaires rendus nécessaires pour effectuer le relevé. Une pastille, visant à réduire fortement le débit de l'eau distribuée, peut également être installée par la collectivité sur le branchement de l'abonné dont le compteur n'a pu être relevé trois fois consécutivement.

24.5 En cas d'arrêt du compteur depuis le relevé précédent, la consommation pendant la période concernée par l'arrêt est calculée, sauf preuve contraire apportée par l'abonné, sur la base de la consommation pendant la même période de l'année précédente. À défaut, la consommation est calculée sur la base d'une estimation de la collectivité.

24.6 Suite à l'application d'un forfait, la consommation est régularisée lors du relevé suivant.

24.7 Il peut arriver qu'un compteur n'ait pas pu être relevé pendant plusieurs années, soit parce que le service public a "oublié" le compteur, soit parce que l'usager en a empêché l'accès. Cela peut conduire à une facture de régularisation très élevée s'il y a un écart important entre la consommation affichée par le compteur et la consommation facturée sur la base d'estimations.

Cela est défini comme une augmentation anormale du volume d'eau consommé, selon ce qui est prévu par l'article L.2224-12-4 du CGCT. Toutefois, comme celle-ci n'a pas été causée par une fuite d'eau, l'utilisateur ne peut pas demander l'écèlement de la facture. Deux cas de figure sont donc possibles ici :

- Le compteur a été "oublié" par le service public : comme il s'agit ici de la responsabilité du service public, celui-ci n'a pas le droit de réclamer le paiement immédiat du montant de la facture de régularisation et doit, à la place, proposer un étalement du paiement sur une durée suffisamment longue. Dans ce cas il existe un délai de prescription au-delà duquel le service de l'eau n'est plus en mesure de facturer la consommation d'eau. (Article L. 218-2 du code de la consommation) ;
- L'utilisateur a empêché l'accès au compteur : il s'agit cette fois-ci de la faute de l'utilisateur. Si le service public a présenté des demandes d'accès régulières au compteur, sans succès, le délai de prescription mentionné ci-dessus ne s'applique pas. Aussi, le distributeur peut demander le paiement total de la facture sans aucun délai.

Article 25. Vérification et contrôle des compteurs

25.1 La collectivité pourra procéder à la vérification des compteurs selon les prescriptions du règlement, et aussi souvent qu'elle le juge utile. L'abonné a le droit de demander à tout moment le contrôle de l'exactitude des indications de son compteur. Ce contrôle est effectué sur place sous forme d'un jaugeage par un agent de la collectivité, en présence de l'abonné.

En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur, en vue de sa vérification par un organisme indépendant accrédité.

25.2 La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation applicable au compteur installé.

25.3 En cas de contrôle demandé par l'abonné, si le compteur répond aux prescriptions réglementaires, les frais de contrôle sont à la charge de l'abonné. Ils comprennent le coût réel du jaugeage facturé par la collectivité et, s'il y a lieu, le coût de la vérification facturé par l'organisme qui l'a réalisé, y compris les coûts annexes.

Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de contrôle sont supportés par la collectivité. De plus, la facturation sera, s'il y a lieu, rectifiée à compter de la date du précédent relevé.

Chapitre V: INDIVIDUALISATION DES CONTRATS DE FOURNITURE D'EAU DANS LES IMMEUBLES COLLECTIFS

Article 26. Prescriptions générales et techniques nécessaires pour procéder à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau

26.1 Les organismes titulaires de contrats d'abonnement d'eau potable ou ceux assurant la gestion collective pour le compte de propriétaires peuvent bénéficier d'une facturation de l'eau adressée directement aux titulaires de compteurs individuels.

26.2 Les règles relatives à l'individualisation des locaux à usage d'habitation sont applicables aux locaux professionnels et commerciaux ou à tout autre local équipé d'un compteur individuel.

26.3 La demande d'individualisation est présentée par le propriétaire de l'immeuble. Lorsque l'immeuble constitue une copropriété, la demande est présentée soit par le Syndicat de copropriété soit par le Syndic après un vote de l'assemblée générale. Le procès-verbal de ce vote doit être joint à la demande. L'accès à l'individualisation fait l'objet d'un forfait, voté chaque année par l'assemblée délibérante de la collectivité, pour couvrir les frais de dossiers.

26.4 Les prescriptions techniques nécessaires pour procéder à l'individualisation des contrats de fournitures d'eau sont détaillées dans un cahier technique contractuel.



Article 27. Dispositions applicables à la gestion de l'eau dans les immeubles après l'individualisation

27.1 Sauf dans le cas où la consommation des parties communes est entièrement mesurée par un ou plusieurs compteurs spécifiques directement reliés au branchement, le volume correspondant à cette consommation est calculé par différence entre le volume mesuré par le compteur général et la somme des volumes mesurés par les compteurs individuels.

27.2 Il appartient au propriétaire d'entretenir et le cas échéant de remplacer, à ses frais, tous les ouvrages et équipements qui font partie de l'infrastructure de l'immeuble.

27.3 Au-delà du point de sortie du compteur général, la collectivité ne prend en charge que les compteurs des abonnés individuels, les robinets d'arrêt placés avant compteur et les douilles de purge placées après compteur.

27.4 Il appartient à tout propriétaire, même en cas de non-occupation de son logement, de s'assurer que les robinets sont fermés et qu'il n'y ait pas de fuite. En outre, il est responsable des consommations d'eau de ses préposés ainsi que des entreprises qu'il charge de réaliser des travaux dans les logements inoccupés. Toute consommation d'eau dans un logement inoccupé sera donc facturée au propriétaire y compris la part fixe même s'il n'a pas souscrit d'abonnement, la consommation d'eau constituant dans ce cas le fait générateur de l'abonnement.

27.5 Le propriétaire doit rendre obligatoire, dans le règlement locatif ou le contrat de location, la souscription d'un abonnement à la collectivité par l'occupant de chaque logement doté d'un compteur. Il est tenu d'informer la collectivité de tout départ et arrivée.

27.6 Dans le cas où un occupant refuse de s'abonner, le propriétaire sera substitué aux occupants de ces logements pour le paiement des factures d'eau.

27.7 La souscription d'un contrat individuel avec le service public de distribution d'eau s'impose à tout occupant pour bénéficier de la fourniture d'eau. Ce contrat ne concerne pas la fourniture d'eau chaude sanitaire.

Article 28. Obligations financières

28.1 La collectivité adressera les factures directement aux titulaires de compteurs individuels.

Lors du départ d'un locataire en cours d'année une facture intermédiaire de régularisation sera adressée au locataire sortant.

28.2 En cas d'impayés, le Trésor Public engagera des poursuites.

Le locataire sera destinataire de la facture établie à son nom. Il assurera directement le paiement auprès du Trésor Public de Mende en Lozère.

28.3 En cas de vacance du logement (habitation non louée pour une certaine période) le propriétaire s'engage à payer les charges fixes de la collectivité (abonnement et location du compteur).

28.4 Dans le cas du non-respect des conditions énumérées ci-dessus, le propriétaire sera tenu pour responsable des sommes restant dues à la collectivité.

Chapitre VI : TARIFS ET PAIEMENTS

Article 29. Fixation des tarifs

29.1 La collectivité fixe notamment par délibération, à la fin de l'année précédant leurs applications :

- le tarif de la consommation de l'eau par tranches de 0 à 500 m³ et à partir de 501 m³.
- le tarif des termes fixes,
- les frais de raccordement et de pose de compteur.

29.2 Pour les bâtiments d'exploitation d'un même ensemble agricole, industriel ou artisanal disposant de plusieurs compteurs la collectivité additionnera l'ensemble des consommations du même ensemble pour qu'ils puissent éventuellement bénéficier du tarif dégressif à partir de 501m³.

29.3 Pour les bâtiments d'exploitation d'un même ensemble agricole, industriel ou artisanal comprenant aussi une habitation personnelle n'ayant pas de compteur individuel, la collectivité appliquera un forfait pour la consommation de la maison d'habitation personnelle qu'elle déduira de la consommation totale de l'ensemble. Le forfait sera calculé de la manière suivante :

(150 litres / jour) x (nombre de personnes vivant dans le foyer) x (365 jours).

29.4 Sont également répercutés sur l'usager, les frais réels résultant notamment :

- de la réalisation ou de la modification d'un branchement individuel,
- de la fermeture du branchement et/ou de la résiliation d'un abonnement,
- du remplacement du compteur, dans l'hypothèse où le remplacement est dû à une négligence ou un défaut d'entretien de l'abonné, comme la non-protection contre le gel,
- de la vérification du compteur, dans l'hypothèse où la vérification du compteur sur demande de l'abonné donnerait raison à la collectivité,
- de l'étalonnage du compteur, dans l'hypothèse où l'étalonnage du compteur sur demande de l'abonné donnerait raison à la collectivité,
- de l'accès à l'individualisation.

Sont également dus par l'abonné, le cas échéant, les frais ou participations réclamés par le gestionnaire de la voirie ou autres intervenants.

29.5 La collectivité peut fixer, par délibération, des tarifs progressifs sur la consommation de l'eau pour les industriels ou les particuliers et des tarifs particuliers pour les abonnements de chantiers, les abonnements temporaires et les abonnements spéciaux.

Article 30. Partie fixe du tarif de fourniture d'eau

30.1 La partie fixe du tarif de fourniture d'eau correspond au montant nécessaire pour financer les charges fixes du service incluant la location du compteur.

30.2 Elle est due pour l'année en cours par la personne abonnée au 1er janvier.

Aucun prorata de la prime fixe n'est accordé en cours d'année.

30.3 Lorsqu'un branchement desservira un immeuble abritant plusieurs appartements, le montant de la prime fixe annuelle sera égal au produit du nombre total de ces logements par le montant de la prime fixe.

30.4 La location des compteurs est calculée en fonction du diamètre du compteur installé.

Aucun prorata de la location des compteurs n'est accordé en cours d'année.

Article 31. Paiements

31.1 Les règlements des fournitures d'eau et des diverses redevances seront effectués par les abonnés, après réception des factures, délivrées par la collectivité pour la mise en recouvrement du rôle.

31.2 Ces paiements devront être effectués auprès du Trésor Public, dans le délai de 30 jours suivant réception de la facture. Toute réclamation doit être adressée par écrit à la collectivité sous un délai de 30 jours après la date limite de paiement mentionnée sur la facture.

31.3 Passé ce délai, un rappel sera adressé par la Trésorerie à tout abonné qui n'aura pas acquitté sa facture.

Les frais éventuels de relance seront à la charge de l'abonné et ajoutés au montant de la facture impayée.

31.4 Un dernier délai sera accordé aux abonnés pour acquitter leur redevance majorée des frais d'envoi. En cas de non-paiement dans les délais fixés l'abonné défaillant s'expose :

- aux poursuites légales intentées par la trésorerie,
- à la limitation publique du débit par la pose d'une pastille sur le branchement.

31.5 L'adresse du Service de Gestion Comptable, pour la collectivité, est la suivante :

Trésorerie de Mende

SGC de Marvejols
13 Place du Barry
48100 MARVEJOLS

Article 32. Pertes d'eau

32.1 L'abonné est financièrement responsable des fuites d'eau survenant sur son réseau privé.

32.2 La collectivité pourra toutefois prendre en charge une partie des conséquences financières de la fuite indécélable et des cas particuliers soumis à son appréciation, en appliquant un « tarif fuite » dont les modalités sont fixées par délibération du Conseil Municipal.

Il appartient alors à l'abonné d'apporter alors la preuve de la fuite survenue sur son installation, et de la non-prise en charge du préjudice par son assureur.

Chapitre VII : PERTURBATION DE LA FOURNITURE D'EAU

Article 33. Interruption de la fourniture d'eau

33.1 En cas d'interruption de la fourniture d'eau dont la durée excède 24 heures consécutives, pour quelque cause que ce soit, la collectivité ne pourra rembourser aux abonnés, si ceux-ci en présentent la demande, un montant supérieur à celui de la partie fixe de l'année en cours.

33.2 Toutefois, la collectivité ne sera pas tenue à ce remboursement aux abonnés dans les cas suivants:

- lorsque l'interruption de la fourniture d'eau résulte d'un cas de force majeure tel que notamment, sécheresse exceptionnelle, rupture imprévisible d'une conduite, pollution accidentelle de la ressource, coupure d'électricité ;
- lorsque ces abonnés ont été informés au moins 24 heures à l'avance d'une interruption de la fourniture d'eau décidée pour permettre la réalisation de travaux indispensables et en cas d'urgence ;
- lorsque l'interruption de la fourniture d'eau a été nécessaire pour alimenter les moyens mis en place pour lutter contre un incendie.

Dans tous les cas, la collectivité est tenue de mettre en œuvre tous les moyens dont elle peut disposer pour rétablir la fourniture de l'eau dans les délais les plus courts possibles.

33.3 L'information des abonnés sur les coupures d'eau prévues est généralement réalisée par insertion d'un article dans la presse locale et/ou un affichage en mairie. L'information peut également être réalisée par la distribution d'un avis de coupures dans les boîtes aux lettres.

Pendant tout l'arrêt, les abonnés doivent garder leurs robinets fermés, la remise en eau intervenant sans préavis. En cas d'arrêt de la distribution d'eau, il appartient à l'abonné de prendre toutes les mesures nécessaires destinées à éviter toute détérioration des appareils dont le fonctionnement nécessite une alimentation d'eau continue ou momentanée.

Article 34. Modifications des caractéristiques de distribution

34.1 La collectivité est tenue, sauf cas particuliers signalés à l'article 33, de maintenir en permanence une pression minimale compatible avec les usages normaux de l'eau des abonnés (0,3 bars).

34.2 Les abonnés ne peuvent exiger une pression constante. Ils doivent en particulier accepter sans pouvoir demander aucune indemnité :

- des variations de faible amplitude pouvant survenir à tout moment en service normal,
- une modification permanente de la pression moyenne lorsqu'ils en ont été informés à l'avance par la collectivité.



Article 35. Demandes d'indemnités

Les demandes d'indemnité pour interruption de la fourniture d'eau ou variation exceptionnelle de pression, doivent être adressées par les abonnés à la collectivité, en y joignant toutes les justifications nécessaires. En cas de désaccord, le litige sera soumis au Tribunal compétent.

Article 36. Eau non conforme aux critères de potabilité

Lorsque des contrôles révèlent que la qualité distribuée n'est pas conforme aux valeurs limites fixées par la réglementation, la collectivité :

- communiquera aux abonnés toutes les informations émanant des autorités sanitaires,
- informera les abonnés sur les précautions nécessaires éventuelles à prendre et mettra en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour rétablir aussi rapidement que possible, la distribution d'une eau de qualité conforme à la réglementation.

Chapitre VIII : PROTECTION D'INCENDIE

Article 37. Défense incendie

37.1 Service d'incendie

Le service de défense contre l'incendie est un service communal. Il est distinct du service « Eau ».

Les dépenses y afférentes sont prises en charge par le budget communal. La Commune est tenue, réglementairement, d'assurer le contrôle du bon fonctionnement et de la signalisation des prises d'incendie, ainsi que leur accessibilité. La vidange des bouches est de son ressort. Elle est également tenue de réparer les défauts constatés. Toute opération réalisée doit impérativement l'être avec l'accord préalable du service des eaux.

37.2 Défense incendie particulière

En ce qui concerne la défense incendie particulière, l'abonné ne peut rechercher la collectivité en responsabilité pour quelque cause que ce soit, en cas de fonctionnement insuffisant de ses installations, et notamment de ses prises d'incendie. Il lui appartient d'en vérifier aussi souvent que nécessaire, le bon état de marche, y compris le débit et la pression de l'eau. Dans tous les cas, l'abonné devra au préalable communiquer à la collectivité un calendrier d'entretien de l'installation si des débits importants doivent être mobilisés.

Chapitre IX: INFRACTIONS

Article 38. Infractions et poursuites

38.1 Les agents de la collectivité sont chargés de veiller à l'exécution du présent règlement. Ils sont habilités à faire toutes vérifications et à dresser un procès-verbal.

38.2 Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par les agents de la collectivité, soit par le représentant légal de la collectivité.

38.3 Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure, à l'application d'une pénalité prévue à l'article 41 et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Article 39. Mesures de sauvegarde

39.1 En cas de non-respect des dispositions du présent règlement, ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, le constat d'huissier éventuel, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi, est mis à la charge de l'abonné. La collectivité pourra mettre en demeure l'abonné par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser tout trouble dans un délai inférieur à 48 heures.



39.2 En cas d'urgence, ou lorsque les troubles sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé, après constat d'un agent, sur décision du représentant de la collectivité.

Article 40. Frais d'intervention

40.1 Si des désordres dus à la négligence, à l'imprudence, à la maladresse ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager se produisent sur les ouvrages publics d'eau, les dépenses de tous ordres occasionnées au service à cette occasion, seront à la charge des personnes qui sont à l'origine de ces dégâts.

40.2 Les sommes réclamées aux contrevenants comprendront :

- les opérations de recherche du responsable,
- les frais nécessités par la remise en état des ouvrages.

Elles sont déterminées en fonction du temps passé, du personnel engagé et du matériel déplacé.

Article 41. Pénalités

Lorsqu'une infraction est constatée, l'abonné s'expose à l'application des pénalités prévues à l'article 45.

Chapitre X: EXTENSION DE RÉSEAU

Article 42. Extension en domaine public

42.1 Construction nouvelle.

- Pour les zones constructibles, le coût de l'extension de réseau d'eau potable, hors éléments structurants pour la globalité du réseau et déductions faites des éventuelles subventions, la commune détermine librement si elle répercute ou non le coût de cette extension auprès du demandeur.

- Pour les zones non constructibles, par exemple la construction d'une habitation agricole, le coût de l'extension de réseau d'eau potable, hors éléments structurants pour la globalité du réseau, est répercutée sur le demandeur. Le coût répercuté au demandeur doit correspondre exclusivement aux besoins du projet.

- Les travaux d'extension seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la collectivité.

42.1 Construction existante.

Si l'extension est initiée par la collectivité, elle supportera la totalité des frais qu'ils occasionnent.

Si l'extension est à la demande de l'utilisateur, le coût des travaux, hors éléments structurants pour la globalité du réseau, lui est répercuté en totalité. Le coût répercuté au demandeur doit correspondre exclusivement aux besoins du projet.

Article 43. Extension en domaine privé

Toute extension de réseau d'eau potable ou tout réseau d'eau potable réalisé dans le cadre d'opération d'urbanisation (lotissements privés ou communaux, résidentiels, commerciaux, industriels...) doit respecter les prescriptions techniques de la collectivité et l'intégration des réseaux est subordonnée au strict respect de ces prescriptions techniques ainsi qu'à l'obtention des documents ci-dessous:

CONTRÔLES PRÉALABLES À UNE RÉTROCESSION :

Les contrôles préalables, à la charge de l'aménageur doivent être concluants pour :

- Les analyses bactériologiques ;
- Le contrôle d'étanchéité des conduites par des essais de pression à 15 bars pendant 30 minutes sur la colonne principale, branchement compris ;
- Le respect des matériaux et matériels préconisés ;
- La fourniture de la documentation technique (plans, etc.).

Les contrôles sont entrepris en présence d'un représentant du service de l'eau et chaque point fait l'objet d'un procès verbal de réception signé par les deux parties.

L'ensemble des désordres est pris en charge par l'aménageur.

Les réserves sont consignées dans le procès-verbal de réception et assorties d'un délai de reprises des désordres constatés. Au terme de ce délai, si les réserves demeurent, les installations ne pourront pas être intégrées au domaine public. Si tel est le cas, un compteur général sera placé aux frais de l'aménageur à l'entrée de la zone d'aménagement et ce dernier fera son affaire des sous-compteurs pour chaque immeuble desservi.

Si toutes les réserves sont levées, alors les installations sous espaces communs jusqu'aux compteurs sont intégrées au domaine public. La collectivité est alors le gestionnaire des nouvelles installations et entretient à ses frais toutes les parties publiques.

Lorsqu'il y a intégration des canalisations privées dans le patrimoine de la collectivité, cette intégration se fait sans indemnité. Les canalisations intégrées ainsi deviennent propriété de la collectivité.

En cas de non-intégration, la collectivité n'interviendra en cas de fuite qu'aux frais du lotisseur ou de la copropriété sur le réseau principal ou les branchements sous espaces communs.

Chapitre XI: DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 44. Date d'application

Le présent règlement entre en vigueur à compter de son approbation par le Conseil Municipal et de son affichage. Il s'applique aux abonnements en cours et à venir. Ce règlement sera adressé aux abonnés sur simple demande formulée auprès de la collectivité. Tout règlement antérieur est abrogé à compter de la date d'application du présent règlement. Le paiement de la première facture suivant l'entrée en vigueur du règlement de service ou de sa mise à jour, vaut accuser de réception par l'abonné. Le règlement est tenu à la disposition des usagers.

Article 45. Modification du règlement

La collectivité peut, par délibération, modifier le présent règlement ou adopter un nouveau règlement. Tout cas particulier non prévu au règlement, sera soumis à la collectivité pour décision.

Article 46. Non-respect du règlement

46.1 En cas de découverte de l'existence d'une alimentation non autorisée sur le réseau de distribution publique d'eau potable, le contrevenant s'expose, en plus de la consommation forfaitaire de 500 mètres cube qui lui est facturée, à des poursuites en dommages et intérêts devant le tribunal compétent.

46.2 Il est formellement interdit à quiconque, sous peine de poursuites judiciaires et de la facturation d'une consommation forfaitaire de 100 mètres cube de :

- faire usage de clés de canalisation d'eau,
- d'utiliser de l'eau à partir d'un appareil de défense d'incendie,
- d'utiliser de l'eau d'un appareil public sans la mise en place d'un compteur mobile.

46.3 En cas de découverte d'un démontage d'une partie du branchement, défini à l'article 12, le contrevenant s'expose en plus d'une estimation de sa consommation qui lui est facturée, à une consommation forfaitaire de 500 mètres cube et à des poursuites en dommages et intérêts devant le tribunal compétent.

46.4 Lorsque le bris de scellés de plomb équipant les appareils incendie est constaté, une consommation forfaitaire de 500 mètres cube par appareil démonté est facturée au contrevenant. En cas de récidive, le volume est doublé.

Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le 07/04/2023

ID : 048-214800567-20230404-DE2023_21-DE



46.5 Pour les compteurs mobiles, en cas de non-communication d'index, il sera facturé une consommation forfaitaire de 500 mètres cube. En cas de non-restitution du compteur mobile, il sera facturé le coût du compteur.

Article 47. Application du règlement - Litiges - Élection de domicile

Le Maire d'Esclanèdes ou son responsable, les agents du service des eaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'application et l'exécution du présent règlement seront portées devant les juridictions dont relève la collectivité et ce, quel que soit le domicile du défendeur.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal d'Esclanèdes dans sa séance du 4 avril 2023.

A Esclanèdes, le 4 avril 2023.

Madame le Maire d'Esclanèdes,
BONICEL Pascale

